



La Trompette

Affaire de Ligne de démarcation

La frontière de la Bande de Gaza avec l'Égypte doit être surveillée. Israël a subi des pressions pour déléguer le travail à l'UE. Quelles pourraient en être les conséquences?

- Joel Hilliker
- [23/09/2006](#)

La décision d'Israël de quitter la Bande de Gaza l'année dernière a conduit l'État juif sur un terrain dangereux.

Le 25 novembre 2005, malgré les profondes appréhensions des Israéliens et pour la première fois de leur histoire, les Palestiniens ont pris le contrôle d'une de leurs frontières—le carrefour de Rafah enjambant Gaza et l'Égypte. La répugnance d'Israël à abandonner la juridiction sur cette bande de terre cruciale était une simple question d'autodéfense: même quand Israël la contrôlait, Rafah avait une histoire de trafic et de contrebande d'armes terroristes. Ainsi, quelques jours avant qu'Israël achève son retrait de la Bande de Gaza, il a complètement fermé le carrefour.

Mais le problème devait toujours être résolu. Après tout, les Palestiniens de Gaza n'avaient aucun accès direct au monde extérieur sans passer par Israël. La gestion de leur propre frontière représentait un jalon important pour la structure de l'État palestinien. Mais les Juifs, particulièrement leurs forces de défense, savaient qu'il serait suicidaire d'abandonner Rafah tout à fait. Déjà, depuis le temps du retrait, la Bande de Gaza est visiblement tombée sous l'influence croissante du Hamas et d'Al-Qaïda. Le président israélien, Moshe Katsav, a déclaré qu'en raison de l'évacuation, «des armes plus sophistiquées sont entrées et des groupes terroristes se sont formés, y compris quelques cellules d'Al-Qaïda», (Associated Presse, du 15 novembre 2005).

Au final, il apparaît que c'est l'entrée d'une troisième partie qui a calmé les inquiétudes d'Israël – une qu'il considère apparemment digne de confiance et juste: *l'Union européenne*.

Le Premier ministre israélien Ariel Sharon a ouvertement espéré que les Européens maintiendraient l'autorité sur la frontière. Selon *EU Business*, A. Sharon «veut que les représentants européens aient des *'pouvoirs réels'* et non qu'ils soient limités au statut d'observateurs» (le 1er novembre 2005; c'est moi qui accentue tout au long). Le ministre israélien des Affaires étrangères, Silvan Shalom, était d'accord: «Notre objectif, c'est que les Européens aient *les capacités d'exécution* dans ce domaine, et non une simple présence symbolique» (EUobserver, le 2 novembre 2005).

Avec cet objectif à l'esprit, A. Sharon a accepté l'aide de la Secrétaire d'État des EU, Condoleezza Rice, pour réaliser un compromis entre les parties. C. Rice a retardé un voyage en Asie, martelant durement pour obtenir une entente. Et le 15 novembre—comme cela a été le cas de si nombreuses fois au cours du processus de paix qui a totalement échoué jusqu'ici—la planche pourrie du compromis a été placée à travers la division politico-palestino-israélienne.

Cette planche implique trois joueurs: Israël, les Palestiniens et l'Europe. Elle accorde aux Palestiniens le contrôle de la frontière de Rafah *sous* la surveillance européenne. L'Europe envoie 70 observateurs à la frontière Gaza/Égypte, sous la direction d'un général de division italien.

Ce compromis marque un grand tournant tant pour Israël que pour l'Europe.

L'invitation par Israël à contrôler cette frontière stratégique signifie qu'après plus de 10 ans de lutte avec l'Amérique pour avoir le contrôle du processus de paix, *l'UE est à un pas plus près de la réalisation de sa vision pour le Proche-Orient.*

Un échec dans la construction

Pour Israël, lâcher le contrôle de cette barrière stratégique aggrave la blessure causée par le retrait de la Bande de Gaza, dont les effets pourraient être mortels pour son statut de nation.

Notez le fait qu'Israël a recherché l'aide de l'Europe pour garantir sa propre sécurité. Cet accord historique représente le rôle le plus significatif que l'Europe a assumé dans le conflit israélo-palestinien jusqu'à présent, et établit, certainement, un précédent pour un rôle américain s'amenuisant et une présence européenne de plus en plus musclée dans le Proche-Orient. Vu à la lumière de la prophétie biblique, c'est un développement extraordinaire, comme nous le verrons dans un moment.

Considérez aussi les implications des observateurs de l'UE et des experts du maintien de l'ordre qui étaient déniés «de pouvoirs réels» et «de capacités d'exécution» malgré les vœux de A. Sharon. Dans les conditions de l'accord, les Palestiniens doivent refuser l'entrée aux terroristes connus. Mais sans troupes extérieures à la frontière, telle que la situation se présente, ce qu'Israël peut faire de mieux, c'est de surveiller l'activité à la frontière par le moyen de la télévision en circuit fermé; il n'a aucune autorité pour empêcher tout Palestinien de traverser. Bien que les Européens montent la garde, les Palestiniens ont le dernier mot vis-à-vis de quiconque arrivant à Gaza.

Les branches de la sécurité d'Israël, y compris l'armée, les renseignements et la police, déclarent l'évidence en clamant que cette situation sape la sécurité d'Israël. Un rapport, daté au 2 décembre, a montré que les Palestiniens avait déjà permis à des terroristes connus de passer par le point de contrôle de Rafah, en violation de l'accord—incluant l'un des fondateurs du Hamas, présent sur la liste des plus recherchés par Israël.

La pure vérité, c'est que les observateurs européens, sans pouvoir, *ne fourniront pas* la sécurité nécessaire à Israël. L'inutilité de l'accord du compromis deviendra rapidement évidente. Des mesures plus sérieuses seront nécessaires—assez rapidement.

Les lecteurs de *la Trompette* devraient s'attendre à ce que le rôle de l'Europe s'accroisse.

De faux artisans de la paix

Les conceptions européennes sur le Proche-Orient ne sont pas secrètes. Pendant des années, l'Europe et le Vatican ont essayé de réduire l'influence de l'Amérique sur Israël et d'asseoir leur propre réputation auprès des Palestiniens par des injections d'argent, et des activités politiques en sous-main. Leurs efforts ont pris beaucoup de formes: de l'affaire conclue en 1993 entre le Pape Jean Paul II et Shimon Peres qui a offert au Vatican la souveraineté de la Vieille ville de Jérusalem, et l'entente entre le pape et Yasser Arafat qui a régularisé les relations entre l'Autorité palestinienne et l'Église catholique romaine—jusqu'à l'influence monnayée de l'Europe faite de donations et d'appels à servir d'intermédiaire entre Israël et les Palestiniens, tandis que les distractions s'accumulent sur l'Amérique.

Pourtant comme *la Trompette* l'a souligné dans un article d'août 2001, l'Europe et le Vatican ne sont pas intéressés à faire la paix. En fait, ce sont de faux artisans de la paix. Leur but est de *contrôler le Proche-Orient*. Cette invitation par Israël joue en leur faveur.

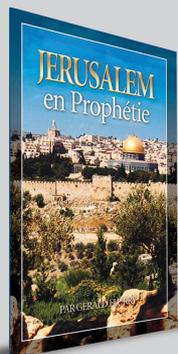
La Bible parle d'un temps, très proche de nous, où Jérusalem sera entourée par des armées. Cet événement est *undes principaux signes* que Jésus-Christ a donné à Ses disciples sur l'imminence de Son retour (Luc 21:20, 31).

En fait, ce que Jésus-Christ a prévu, c'est une grande trahison à figer le sang.

Rien dans le récit biblique ne suggère que ces armées européennes entrèrent dans la Terre Sainte par la force. Le rédacteur en chef de *la Trompette* a longtemps suggéré qu'ils y entrèrent à l'invite des Juifs qui auront, à ce moment-là, grand besoin d'aide.

Ce conglomérat de nations, menées par l'Allemagne, va duper la minuscule nation d'Israël et utiliser sa formidable armée pour attaquer. *L'attaque sera une surprise* (versets 21-23).

Cette nouvelle entente entre l'Europe, Israël et les Palestiniens indique que nous courons au bord du précipice d'un changement mondial prophétisé—un changement destiné à affecter chaque vie profondément. Démontrez cela dans *La Bête qui monte* et *Le Roi du Sud*, et apprenez ce qu'il y a en réserve pour vous, et le monde entier, dans seulement quelques courtes années. ■



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

Jérusalem selon la prophétie

maintenant en cliquant ici.